

L'Ile de la Réunion, une chance pour la France ?

Par Michel Godet¹

Au moment où l'opinion s'interroge sur l'avenir de la Corse, il est intéressant de se pencher sur le sort d'une autre île au beau milieu de l'océan Indien où flotte le drapeau français et qui à ce titre fait partie intégrante de l'Europe : j'ai nommé la Réunion, presque quatre fois plus petite que la Corse mais deux fois plus peuplée. Cette vitrine lointaine de l'Europe a de quoi faire des envieux : le PIB par habitant, voisin de 10.000 euros, est certes de 40% inférieur à celui de la métropole mais trois fois plus élevé que celui de Maurice et dix fois plus que celui de Madagascar et même de Mayotte, un des derniers confettis de l'Empire colonial, dont les habitants ont refusé l'indépendance au sein des Comores.

Ce rocher volcanique, longtemps terre d'élection de Michel Debré a connu une véritable explosion démographique depuis 1960 : avec 700.000 habitants aujourd'hui, sa population a plus que doublé en quarante ans. Cependant, le volcan de la fécondité s'est assagi : l'indice conjoncturel de fécondité proche de 4 enfants par femme en 1974 n'est plus que de 2,2 comme à l'Ile Maurice contre 5 à 6 à Mayotte et Madagascar. Le tourisme vert encore embryonnaire, fondé sur la découverte et la randonnée dans des sites exceptionnels comme les cirques de Mafate, Cilaos et Salazie, sans oublier le piton de la Fournaise, est promis à un bel avenir surtout s'il sait exploiter les complémentarités avec les séjours balnéaires de L'Ile Maurice. Cette Ile, possession française jusqu'à la chute de Napoléon 1^{er}, se trouve à moins de 200 kilomètres à vol d'oiseau et a su attirer une clientèle aisée majoritairement française. Il est vrai que la langue de Voltaire est resté dominante dans la rue et est plus pratiquée que la langue officielle, l'anglais.

Les destinations sous les tropiques, où les nuits sont fraîches avec des conditions sanitaires identiques à celles de la métropole ne sont pas légions. Il faut une douzaine d'heures sans décalage horaire pour la Réunion et sur certaines compagnies l'aller et retour se négocie aux environs de 4 000 F. La Réunion devrait donc attirer de plus en plus d'européens vieillissants en mal de destinations sûres sous les tropiques . Certains vont même jusqu'à s'y installer définitivement et pas seulement des retraités, mais aussi des cadres et des techniciens au chômage qui trouvent le soleil sans quitter la France et les Assedic ! Depuis 1990, le solde net migratoire des Réunionnais de souche, de l'ordre de 1000 personnes par an qu s'en

¹Professeur au Conservatoire des Arts et Métiers, auteur de "Emploi : le grand mensonge" Pocket 1999 (troisième édition).

vont est trois fois plus faible que celui de l'immigration nette de 3000 non-Réunionnais. A la fin des années 70, les flux étaient en proportion inverse. C'est d'abord par sa démographie que la Réunion est une chance pour la France : les jeunes de moins de 20 ans représentent 40% de la population contre 26% en métropole et les plus de 60 ans 9% contre plus de 20%. C'est ainsi que depuis longtemps le département de la Creuse a créé des liens pour inciter des jeunes Réunionnais à revivifier ce joyau de notre désert vert. C'est ici qu'apparaît le revers de la médaille : l'avenir des jeunes Réunionnais n'est pas dans l'île mais en métropole. Ce sujet est aussi tabou sur place que la présence des requins sur les côtes qui interdisent quasiment la baignade à l'exception des quelques plages protégées par une étroite barrière de corail comme St Gilles. La politique affichée est même opposée : depuis 20 ans, l'émigration vers l'Europe n'est plus encouragée malgré un taux de chômage de 37% de la population active et de 70% des jeunes de moins de 25 ans !

Le niveau de vie et la paix sociale (toute relative quand on se souvient des émeutes du quartier du Chaudron à St Denis et des barrages de route au moindre prétexte) n'ont pu être maintenu qu'en mettant l'économie de l'île sous perfusion. Le constat récurrent des innombrables rapports d'experts est accablant. L'un des derniers en date, celui d'Eliane Mossé² met les chiffres sur la table : "*Le taux des transferts publics nets (calculés comme le solde entre les dépenses de l'Etat et la sécurité sociale et les recettes locales de ces administrations) s'établit à 35 % du PIB en Martinique et en Guadeloupe et 48 % à la Réunion (soit l'équivalent de 28 000 F par tête) le taux de couverture de 10 % des importations par les exportations" Sans oublier la pression fiscale, deux fois moins importante qu'en métropole : 4 % du revenu disponible brut contre 8 %. Les Réunionnais comme les autres domiens bénéficient d'une réfaction de 30 % de l'impôt sur le revenu*".

Cette perfusion est politiquement justifiée par la crainte de voir la marmite sociale et ethnique exploser. L'île compte en effet 100.000 chômeurs pour une population active occupée d'environ 170.000 personnes dont près de 35% d'emplois publics ou assimilés (soit dix points de plus que la métropole). Mais le plus inquiétant c'est la proportion de 70% de chômeurs de longue durée, dont la moitié le sont depuis plus de deux ans. C'est dire que nombre d'actifs ont perdu toute employabilité et ne connaissent plus que le RMI et le travail au noir joliment baptisé "gagner pti

² Eliane Mossé: "Quel développement économique pour les départements d'outre-mer, rapport au Gouvernement, février 1999.

monnaie" en créole". Plus de 50.000 foyers bénéficient du RMI qui concerne donc 125.000 personnes soit près d'un cinquième de la population . Pour comprendre l'ampleur du phénomène, imaginons l'Hexagone avec quatre millions de Rmistes, soit quatre fois plus qu'actuellement !

Comment a-t-on pu en arriver là ? Eliane Mossé avance un diagnostic sévère, elle dénonce : "*la démagogie des politiques qui achètent la paix sociale et les voix en ne touchant pas aux avantages acquis ; ils ne décident rien ou le font dans l'urgence. " les propositions avancées dans les multiples rapports... ont été peu appliquées et/ou suivies d'effets... les grands dysfonctionnements restent pratiquement inchangés voire même s'aggravent au cours des années "*. Le message n'est pas désespéré, si l'origine du mal est vraiment politique, les solutions le sont aussi.

Ainsi, la Réunion est exemplaire pour voir jusqu'où la générosité aveugle de la République peut aller et en mesurer les effets pervers sur le développement de la solidarité transformée en assistance.

En effet, l'insularité et l'éloignement ne justifient pas tout. Les succès de l'Ile Maurice, si proche géographiquement mais si éloignée sur le plan du modèle de développement économique et social en témoignent Il y a tout un peuple au labeur pour un salaire moyen de 1000F à 1500F par mois, il n'y a pas de RMI et le taux de chômage est inférieur à 7% de la population active. Naturellement le modèle mauricien n'est pas parfait, les conditions de travail dans les usines textiles sont parfois proches de l'esclavage : certaines emploient des Chinois vivant sur place et travaillant jour et nuit pour 250F par mois ! Il n'empêche qu'à Maurice contrairement à la Réunion, il faut travailler pour vivre et l'on n'a pas de difficulté pour trouver des coupeurs de canne au moment de la récolte ! Le Président de la République coutumier des vacances d'été à Maurice a cette année pris un vol direct évitant ainsi l'escale de St Denis. On le comprend, il y a des dossiers qu'on a envie d'oublier pendant les vacances ! Parmi ces dossiers la question des sur-rémunérations des fonctionnaires de la Réunion n'est pas le moins épineux : leur traitement majoré de 53 % par rapport à celui de la métropole engendre un surcoût pour le budget de l'Etat évalué à deux milliards de francs .

Les rapports d'Eliane Mossé comme celui tout récent de Bertrand Fragonard³ posent des questions sans toujours apporter les réponses qu'il faudrait . Il y est systématiquement envisagé "des sorties par le haut" en maintenant les

³ Cf Le rapport Fragonard propose de créer plus de 70;000 emplois dans les DOM, Le Monde du 13 Juillet 1999.

particularismes, et en constituant de nouvelles discriminations positives . C'est ainsi que le rapport Fragonard propose de créer plus de 70.000 emplois dans les DOM à grand renfort de nouveaux dispositifs d'aides publiques venant se rajouter aux anciens. Tout y est envisagé de la prime aux Rmistes qui accepteraient de travailler en passant par les mises à la retraite à 52 ans contre l'embauche d'un jeune ! Mais rien sur la formation aux vrais métiers : après tout l'on manque cruellement de chaudronniers, de menuisiers, de plâtriers et de bouchers dans l'hexagone. Hélas, l'apprentissage a augmenté de 20 % entre 1994 et 1998 en métropole et régressé de 20 % dans les DOM.

Cette fuite en avant dans la rémunération du non travail, a un coût énorme pour la métropole dont les citoyens-contribuables ne bénéficient pas des mêmes avantages fiscaux. Le Ministère de l'Emploi et de la solidarité estime le coût unitaire moyen des emplois aidés autour de 70 000 F en 1998, les emplois-jeunes, de leur côté ayant un coût moyen pour l'Etat de 94 000 F.

Il est de bon ton cependant de justifier la fuite en avant comme un moindre mal permettant de limiter l'exclusion et la violence. On peut douter de cette analyse, certes, la manne républicaine a permis de doubler le parc automobile en dix ans, mais à la Réunion l'on continue à mourir deux fois plus de cirrhose alcoolique et six fois plus de psychose alcoolique qu'en métropole. Sans oublier la progression inquiétante des viols sur jeunes filles mineures (fréquence deux fois plus élevée qu'en métropole) et des familles monoparentales (un ménage sur cinq) dont on sait que malheureusement les enfants ont un taux de délinquance deux fois plus élevé que ceux qui ont leur père et leur mère au foyer.

Au final, la Réunion est bien une chance pour la France car elle montre en modèle réduit l'impasse des politiques d'assistance irresponsable. L'injection de milliards de francs dans nos banlieues en difficulté et dans des territoires moins lointains, comme la Corse qui réclament toujours plus à la métropole tout en prétendant s'en affranchir, ne sera pas plus efficace qu'à la Réunion. Il faudra en rajouter toujours plus pour différer une explosion sociale aggravée.

A peine 10.000 signes